

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
d'ORLÉANS**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 1902938

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

ASSOCIATION MARDIEVAL et autre

Le juge des référés,

Audience du 2 septembre 2019

Ordonnance du 6 septembre 2019

54-035-02

D

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 12 août et 1^{er} septembre 2019, l'association Mardiéval et l'association France Nature Environnement Centre Val de Loire, représentées par Me Samuel Delalande, demandent au juge des référés :

1°) de suspendre, sur le fondement de l'article L.521-1 du code de justice administrative, l'exécution de l'arrêté du 5 septembre 2018 du préfet du Loiret portant dérogation à l'interdiction de destruction, perturbation intentionnelle, capture d'espèces animales protégées et destruction, altération, dégradation de leurs aires de repos ou sites de reproduction dans le cadre du projet de déviation entre Jargeau et Saint-Denis-de-l'Hôtel (RD 921) sur les communes de Jargeau, Sandillon, Darvoy, Mardié, Marcilly-en-Villette et Saint-Denis-de-l'Hôtel et, par voie de conséquence, d'enjoindre au préfet d'ordonner l'arrêt des travaux en cours ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Elles soutiennent que :

- la condition d'urgence est remplie dès lors que les travaux de déforestation pour le passage de la déviation routière vont reprendre le 1^{er} septembre 2019, que les travaux sont irréversibles et auraient des effets désastreux sur l'environnement et sur la biodiversité et qu'il n'y a pas d'urgence à les exécuter ;

- l'arrêté du préfet manque de base légale en l'absence de décret d'application de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;

- le préfet n'apporte pas la preuve que les trois éléments de motivation, qui sont cumulatifs, exigés par la loi sont valides concernant le projet ;

- la demande de dérogation a délibérément omis de citer un grand nombre d'espèces protégées.

Par un mémoire en défense, enregistré le 29 août 2019, le département du Loiret, représenté par la SELARL Lazare Avocats, conclut au rejet de la requête et demande de mettre à la charge des associations requérantes la somme de 2 000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- la condition d'urgence n'est pas remplie ;
- les moyens des associations requérantes ne sont pas fondés.

Par un mémoire en défense, enregistré le 30 août 2019, le préfet du Loiret conclut au rejet de la requête.

Il soutient que :

- la condition d'urgence n'est pas remplie ;
- les moyens des associations requérantes ne sont pas fondés.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code de justice administrative.

La présidente du tribunal a désigné M. Delandre en application de l'article L.511-2 du code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Delandre, juge des référés ;
- et les observations de Me Delalande, avocat des associations Mardiéval et France Nature Environnement Centre Val de Loire, de Me Fontaine, avocate du département du Loiret et de Mme Ledouble, représentant le préfet du Loiret.

Considérant ce qui suit :

Sur les conclusions tendant à la suspension de l'exécution de l'arrêté du 5 septembre 2018 du préfet du Loiret :

1. Aux termes de l'article L.521-1 du code de justice administrative : « *Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision (...)* ».

2. Pour demander l'annulation de l'arrêté du 5 septembre 2018 du préfet du Loiret, les associations requérantes soutiennent, en premier lieu, que l'arrêté manque de base légale dès lors que le décret prévu par l'article L.411-2 du code de l'environnement n'est pas intervenu, en deuxième lieu, que les dispositions des articles L.411-1 et L.411-2 sont méconnues dans la mesure où les trois conditions cumulatives prévues à l'article L.411-2 pour accorder une dérogation ne sont pas remplies et, enfin, que le dossier de demande de dérogation était incomplet car il ne mentionne pas des espèces protégées pourtant présentes. Aucun de ces moyens n'apparaît propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté attaqué du préfet du Loiret.

3. Il résulte de ce qui précède qu'il y a lieu de rejeter les conclusions de la requête des associations Mardiéval et France Nature Environnement Centre Val de Loire tendant à la suspension de l'exécution de l'arrêté du 5 septembre 2018 du préfet du Loiret.

Sur les conclusions tendant à l'application des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative :

4. D'une part, les dispositions susvisées de l'article L.761-1 du code de justice administrative fait obstacle à ce que soit mise à la charge de l'Etat, qui n'est pas la partie perdante dans la présente instance, la somme de 2 000 euros que demandent les associations requérantes au titre des frais exposés par elles et non compris dans les dépens.

5. Il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge des associations Mardiéval et France Nature Environnement Centre Val de Loire la somme de 2 000 euros au titre des frais exposés par le département du Loiret et non compris dans les dépens.

O R D O N N E :

Article 1^{er} : La requête des associations Mardiéval et France Nature Environnement Centre Val de Loire est rejetée.

Article 2 : Les conclusions du département du Loiret présentées au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à l'association Mardiéval, à l'association France Nature Environnement Centre Val de Loire, au département du Loiret et à la ministre de la transition écologique et solidaire.

Copie en sera adressée au préfet du Loiret.

Fait à Orléans, le 6 septembre 2019.

Le juge des référés,


Jean-Michel DELANDRE

La République mande et ordonne à la ministre de la transition écologique et solidaire en ce qui la concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.